

Accord-cadre n°2025001CLoA10

**Prestations de traiteur pour le siège et la délégation régionale
sud-est de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PROCEDURE DE PASSATION

Procédure adaptée « services spécifiques » en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

Délégation Régionale Sud-Est
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Marché de fournitures et services courants.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
1.1 OBJET	5
1.2 NOMENCLATURE ACHAT.....	5
1.3 FORME DU MARCHE	5
1.4 MONTANTS MAXIMUMS DE L'ACCORD-CADRE	5
1.5 LANGUE UTILISEE	5
1.6 LIEUX D'EXECUTION	5
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
3.1 DATE DE NOTIFICATION	7
3.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTIONS	7
4.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	7
4.1.1. DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	8
4.1.2. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	8
4.1.3. DELAI D'OBSERVATION DU TITULAIRE SUR LES BONS DE COMMANDE	8
4.2 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	8
4.3 PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
4.4 MESURE D'ORDRE SOCIAL	9
4.5 PERSONNES HABILITEES A SOLLICITER LE TITULAIRE	9
4.6 OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
5.1 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES	10
5.2 DELAI DE GARANTIE FRAICHEUR	10
5.3 POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	10
ARTICLE 6. PLAN DE PROGRES	11
6.1 PLAN DE PROGRES : LE VOLET TECHNIQUE ET ORGANISATIONNEL.....	11
6.2 PLAN DE PROGRES : VOLET SOCIAL.....	11
6.3 PLAN DE PROGRES : VOLET ENVIRONNEMENTAL.....	12
6.4 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	13
6.5 EXECUTION, SUIVI ET EVALUATION DU PLAN DE PROGRES	13
ARTICLE 7. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS.....	14
7.1 PREAMBULE	14
7.2 PENALITES EN CAS DE RETARD	14
7.2.1. PREAMBULE.....	14
7.3 PENALITES POUR MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	15
7.4 EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DEFAILLANT	15

7.5	PENALITES DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	16
7.6	RESILIATION POUR FAUTE.....	16
ARTICLE 8. PRIX DE L'ACCORD-CADRE		16
8.1	FORME DES PRIX.....	16
8.2	PRIX APPLICABLES	17
8.3	CONTENU DES PRIX	17
8.4	VARIATION DES PRIX.....	17
8.4.1.	PROCESS DE DEMANDE DE REVISION	18
8.4.2.	MODALITES DE CALCUL DE LA REVISION	18
8.4.3.	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	18
8.4.4.	REGLES D'ARRONDIS.....	19
8.4.5.	CORRESPONDANCE EN CAS DE DISPARITION DE L'INDICE DE REVISION	19
8.5	CLAUDE DE SAUVEGARDE	19
8.6	AVANCES.....	19
8.7	ACOMPTE	19
ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT		19
9.1	PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	19
9.2	DELAIS DE PAIEMENT	20
9.3	INTERET MORATOIRE	20
ARTICLE 10. CLAUDE DE REEXAMEN		20
ARTICLE 11. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....		21
11.1	ATTESTATION D'ASSURANCE	21
11.2	ATTESTATIONS SOCIALES ET FISCALE ET D'ASSURANCE	22
11.3	CHANGEMENT DANS L'ENTREPRISE DU TITULAIRE.....	22
11.4	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	23
ARTICLE 12. SOUS-TRAITANCE		23
12.1	RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	23
12.2	PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	23
12.3	CONSEQUENCES DE LA SOUS-TRAITANCE IRRÉGULIERE	24
ARTICLE 13. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE.....		24
ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROIT A L'IMAGE.....		25
ARTICLE 15. DETERIORATION DE BIENS, D'OBJETS ET MATERIELS		25
ARTICLE 16. RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES		25
ARTICLE 17. RESILIATION.....		26
ARTICLE 18. REGLEMENT DES LITIGES.....		26

ARTICLE 19.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	27
--------------------	--------------------------------------	-----------

ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de traiteur pour le siège et la délégation régional sud-est de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

1.2 NOMENCLATURE ACHAT

Le code **CPV** principal est le suivant :

- 5520000-1 Services traiteur

Le code **NACRES** est le suivant :

- AA.63 : Services de traiteur/plateaux repas

1.3 FORME DU MARCHE

Ce marché public prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent les prestations décrites dans le marché, dont l'exécution est demandée. Ils en déterminent la quantité, le lieu et les délais. Ils sont émis successivement, selon la survenance des besoins.

Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations identifiées dans le CCTP et dont les prix sont fixés dans les bordereaux des prix.

1.4 MONTANTS MAXIMUMS DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum 600 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

A titre indicatif, la valeur estimée du besoin est de 400 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Le montant maximum ne représente pas le budget actuellement disponible dont dispose l'IRD pour cet achat et ne représente pas le montant que l'IRD s'engage à commander.

Il correspond uniquement au montant que l'IRD est autorisé à dépenser, sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ainsi, le montant maximum correspond uniquement à un plafond de valeur de sorte que, quand ce plafond est atteint :

- Plus aucun bon de commande ne pourra être émis ;
- L'accord-cadre aura épuisé ses effets et expirera aussitôt.

1.5 LANGUE UTILISEE

Les relations administratives et contractuelles entretenues entre l'IRD et le titulaire seront exclusivement faites en français.

1.6 LIEUX D'EXECUTION

Les prestations se dérouleront principalement au Siège et à la Délégation Régionale Sud-Est de l'IRD situé à l'adresse suivante :

Les prestations qui se déroulent au siège de l'IRD auront lieu le plus souvent au rez de chaussée.

De manière ponctuelle pour des manifestations de faible envergure, les prestations pourront être réalisées dans les étages du Siège de l'IRD situés au 1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, et 6^{ème} étage de l'immeuble.

L'accès à ces étages pourra se faire par ascenseur.

En termes de stationnement, le siège de l'IRD ne dispose pas de place « livraison » devant le bâtiment.

Ponctuellement, il est possible que les prestations se déroulent dans d'autres lieux, situés dans le périmètre de Marseille et d'Aix en Provence. Le Titulaire doit être en mesure de réaliser la prestation dans ces lieux, sans surcoût.

Le titulaire est responsable du bon acheminement des prestations à l'adresse et au lieu exact indiqués dans le bon de commande. Les fournitures sont transportées aux risques et périls du titulaire jusqu'au lieu de destination finale.

Les prestations peuvent être organisées tout au long de l'année, du lundi au vendredi. Certains évènements de l'IRD peuvent avoir lieu, de façon très exceptionnelle, les week-ends et jours fériés. Dans ce cas, l'IRD en informera en amont le titulaire pour qu'il puisse s'organiser.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE) complété, daté et signé par le représentant légal de l'entreprise qui est signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe 1 : les 2 Bordereaux de prix (BP) sous fichier Excel,
 - Annexe 2 : Déclaration(s) de sous-traitance le cas échéant,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS) conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'offre technique du titulaire (hors CGV non applicables).

Le CCTP et le CCAP sont acceptés par le Titulaire en l'état sans que ce dernier ne puisse y apporter de modification ou de dérogation.

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre quand bien même celles-ci seraient jointes dans l'offre. La relation contractuelle entre le Titulaire et l'IRD est exclusivement régit par les textes et documents contractuels mentionnés ci-dessus.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces contractuelles de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Le CCAG FCS est réputé connu du titulaire et fait partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Ce dernier est conservé par l'IRD et fait seul foi en cas de contestation.

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 DATE DE NOTIFICATION

La date de notification correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'acte d'engagement dûment signé par la personne habilitée à engager l'IRD et de ses annexes énumérées à l'article 2 du CCAP.

3.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du **1^{er} mai 2025** ou à la date de notification de l'accord-cadre, si celle-ci intervient après le 1^{er} mai 2025.

Dans tous les cas, la date de prise d'effet du marché sera fixée dans l'acte d'engagement et le courrier de notification.

L'accord-cadre est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois, sans que sa durée maximale ne dépasse 48 mois.

Chaque période de reconduction démarrera à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. A ce titre, le titulaire est alors tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

ARTICLE 4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTIONS

4.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Lors de la survenance d'un besoin en prestation traiteur, le process de contact et de prise des commandes est décrit à l'article 9.1 du CCTP.

Aucune prestation ne peut être réalisée sans une validation et une confirmation écrite émanant du service Logistique de l'IRD dont les coordonnées (mail et point de contact) seront communiquées au Titulaire à compter de la notification du marché.

Un bon de commande émanant du service financier de la DRSE de l'IRD sera ensuite transmis au Titulaire (ou transmis en même temps que la validation écrite par mail, selon la situation).

Dans le cas où le Titulaire exécuterait néanmoins une prestation sans avoir reçu la confirmation écrite du Service logistique (cf article 9.1 du CCTP), alors la prestation réalisée ne pourra pas être payée par l'IRD.

Le titulaire de par sa fonction de conseil devra corriger toute omission dans la demande de l'IRD pouvant conduire à un échec ou une insuffisance de la prestation et préciser clairement les compléments qu'il a apporté à la demande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande (ou en annexe de celui-ci) sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro de l'accord-cadre
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations telles que prévues au bordereau des prix
- La référence à la prestation choisie et la liste des prestations et demandes complémentaires (boissons, services...)
- Le nombre de participants
- L'objet de la manifestation
- La référence au devis du prestataire ou à l'annexe descriptive des prestations à réaliser
- Le menu choisi
- Le montant du bon de commande hors taxes
- Les spécificités particulières à prendre en compte

4.1.1. Délai d'exécution des bons de commande

Les bons de commandes successifs définissent précisément les délais et lieux de réalisation des différentes prestations et de livraison des fournitures commandées.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils peuvent être exécutés postérieurement à la date de fin de l'accord-cadre, dans la limite d'un délai de 3 mois à compter de celle-ci.

4.1.2. Transmission des bons de commande

Les bons de commande seront transmis par e-mail.

4.1.3. Délai d'observation du Titulaire sur les bons de commande

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

4.2 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité de commande des prestations pour toute la durée de l'accord cadre.

Toutefois, l'IRD se réserve la possibilité de ne pas passer par le Titulaire et ainsi de traiter hors du présent accord-cadre dans les hypothèses suivantes :

- Prestations traiteur qui s'exécutent hors de la zone de Marseille et d'Aix en Provence ;
- Prestations de Food Trucks ;
- Prestations traiteur pour des événements ayant lieu dans une salle de réception où le traiteur est imposé ;
- Prestations traiteur pour des événements institutionnels d'envergure et exceptionnels (par exemple, des événements politiques ou réunissant plus de 200 personnes).

Par ailleurs, l'IRD se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre traiteur dans le cas où le titulaire ne respecterait pas son engagement contractuel : absence de réponse suite à une demande de devis, non-respect des engagements figurant dans son offre, impossibilité de fournir la prestation demandée notamment sur la quantité, la qualité, le délai, modalité de livraison ou lieu d'exécution.

4.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

En cas de prestation particulière non strictement prévue dans le présent marché, l'IRD est susceptible de passer un marché avec le titulaire sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article Article

4.4 MESURE D'ORDRE SOCIAL

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des tarifs indiqués dans les bordereaux de prix.

4.5 PERSONNES HABILITEES A SOLLICITER LE TITULAIRE

Seules le Service Logistique de l'IRD est autorisé à solliciter du titulaire une demande de devis et d'intervention en application du présent accord-cadre.

Dans le cas d'une sollicitation émise par une personne non habilitée, le titulaire informe sans délai le service Logistique.

La liste de ces personnes habilitées est transmise au titulaire dans les quinze jours suivant la prise d'effet de l'accord-cadre.

Si une modification devait être apportée en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'IRD transmet par écrit une nouvelle liste mise à jour au titulaire, précisant la date de prise d'effet de ladite liste.

4.6 OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

A sa réception chaque commande/livraison fera l'objet d'une vérification.

La vérification des prestations a pour objet, pour l'IRD, de valider la quantité et la qualité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis.

Les vérifications seront effectuées par un représentant de l'IRD, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS :

- Au moment de la livraison
- Pendant la prestation
- A l'issue de la prestation (déballage, rangement, récupération du matériel etc)

A réception, l'IRD va notamment vérifier que les denrées ont été transportées et livrées dans les conditions prévues par la réglementation notamment en ce qui concerne le respect des températures et de la continuité de la chaîne du froid ou du chaud. Concernant les denrées périssables, les vérifications sont faites sans délai.

Le service logistique et/ou le service bénéficiaire des prestations émet le cas échéant des réserves sur la quantité et la qualité de la prestation commandée sur le bulletin de livraison en présence du personnel du titulaire. Ces réserves et réclamations seront également communiquées par mail au Titulaire à l'issue de l'évènement. Des pénalités sont susceptibles de s'appliquer en cas de manquement du Titulaire (cf article 7 du présent document).

Si l'IRD constate une non-conformité des éléments commandés ou des produits défectueux, les éléments non conformes ou défectueux ne donneront pas lieu à facturation. Il peut s'agir d'une quantité non conforme au devis validé, une erreur sur le menu/formule par rapport au devis validé. Sans réclamation de l'IRD au plus tard le lendemain de l'évènement à 12h00, la commande est considérée comme conforme et bien exécutée.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Outre les obligations décrites ci-dessous, le Titulaire est également soumis aux obligations décrites dans le CCTP.

5.1 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations. Il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations)
- De maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel, doté de qualification et des compétences professionnelles pour l'accomplissement de leur mission, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, l'IRD peut mettre en demeure le titulaire :

- D'augmenter l'effectif du personnel employé par lui sur la prestation
- D'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard

5.2 DELAI DE GARANTIE FRAICHEUR

Le titulaire doit s'assurer que les acteurs des différentes filières alimentaires et que lui-même respectent les températures fixées par la réglementation ou, en l'absence de réglementation, celles fixées par le conditionneur sous sa responsabilité prescrite lors de la fabrication, du stockage, du transport et de la distribution. La date limite de consommation d'un produit, fixée par le fabricant, tient compte de ces températures.

Pour les denrées d'origine animale ou denrées alimentaires en contenant, les températures d'entreposage, de transport et de mise en vente sont fixées par l'arrêté du 21 décembre 2009 et le règlement 853/2004. Pour les autres denrées, les températures sont fixées par l'arrêté du 9 mai 1995 pour ce qui concerne la remise au consommateur. Une température différente peut être fixée par le conditionneur, sous sa responsabilité, pour les denrées alimentaires préemballées (sous réserve de ne pas dépasser la température fixée par le règlement 853/2004).

5.3 POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 6. PLAN DE PROGRES

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112- 2 à L2112-4 du Code de la commande publique.

L'IRD a pris en compte la dimension développement durable dans la définition de ce besoin au sens de l'article L2111-1 du CCP. Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire de progrès.

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Ainsi, après la notification du marché, un plan de progrès est établi entre l'IRD et le titulaire avec l'appui d'une structure facilitatrice sur la partie sociale.

En effet, ce plan de progrès comprend un volet technique et organisationnel, un volet social et un volet environnemental.

L'identité de la structure facilitatrice sera communiquée à la notification du marché.

Le plan de progrès sera mis en œuvre environ 6 mois après le début d'exécution du marché, dans le cadre d'une réunion entre l'IRD, le Titulaire et le facilitateur.

6.1 PLAN DE PROGRES : LE VOLET TECHNIQUE ET ORGANISATIONNEL

Le volet technique et organisationnel du plan de progrès porte sur au moins les deux axes de progrès suivants :

AXES	Actions (choisir 1 à 3 actions obligatoires par axe)
Axe 1 <i>Améliorer la qualité du service et l'organisation des prestations (service, respect des délais, quantité adaptée, dressage, débarrassage,</i>	<ul style="list-style-type: none">- Optimiser la qualité des services rendus en respectant les délais, en adaptant les quantités et en améliorant les prestations (dressage, débarrassage, etc.).- Réduire le taux de réclamations en analysant le nombre d'incidents signalés par rapport aux commandes passées, et mettre en œuvre des mesures correctives adaptées.
Axe 2 <i>Augmenter la satisfaction des convives sur l'aspect et le goût des mets servis</i>	<ul style="list-style-type: none">- Déployer un questionnaire semestriel auprès d'un panel représentatif de convives et des services utilisateurs pour évaluer la satisfaction sur l'aspect et le goût des mets- Intégrer les retours des convives dans une démarche collaborative visant à améliorer la qualité des prestations- Réaliser des enquêtes de satisfaction et construire une communication adaptée pour renforcer l'adhésion des utilisateurs.

D'autres axes complémentaires pourront être définis conjointement avec le titulaire au stade de l'élaboration du plan de progrès.

6.2 PLAN DE PROGRES : VOLET SOCIAL

Le volet social du plan de progrès porte sur 2 axes de progrès parmi les 4 proposés ci-après.

AXES	Actions (choisir 1 à 3 actions obligatoires par axe)
Axe 1 Découverte et	<ul style="list-style-type: none">- Organiser des journées portes ouvertes à destination de publics spécifiques.- Proposer des stages ou des périodes de mise en situation

sensibilisation Métiers	<p>en milieu professionnel (PMSMP) pour les demandeurs d'emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueillir des publics en reconversion ou en recherche d'emploi pour des enquêtes métier ou des immersions professionnelles.
Axe 2 Recrutement, mise et maintien en Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le volume d'heures confié aux personnes en insertion dans le cadre du marché. - Recruter des profils issus de l'insertion sur des volumes horaires prédéfinis. - Participer à des forums pour l'emploi ou des rencontres locales pour soutenir le recrutement inclusif.
Axe 3 Formation, qualification et apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'acquisition de nouvelles compétences et qualifications pour le personnel intervenant. - Lutter activement contre l'illettrisme au sein des équipes. - Désigner des tuteurs internes responsables de la formation des nouveaux arrivants.
Axe 4 Réduction des inégalités et lutte contre les discriminations	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les actions pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. - Développer des initiatives visant à lutter contre toutes formes de discriminations. - Participer à des démarches comme le questionnaire EGAPRO pour améliorer les pratiques internes.

6.3 PLAN DE PROGRES : VOLET ENVIRONNEMENTAL

Le volet environnemental du plan de progrès porte sur les 2 axes de progrès suivants :

AXES	Actions
Axe 1 : Réduire et valoriser les déchets alimentaires et non alimentaires	<p>Choisir 2 à 4 actions obligatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction et valorisation des déchets alimentaires (par exemple compost) - Réduction et valorisation des emballages générés par les consommables (livraison en vrac, recyclage des conditionnements, ...), - Augmenter le taux de traitement et/ou de réutilisation des déchets par leur recyclage, réemploi ou valorisation ; - Intensifier l'utilisation de produits recyclés ou reconditionnés (économie circulaire) ; - Mettre en place une politique de reprise des invendus - Solliciter des associations qui récupèrent les produits alimentaires non consommés à la fin de l'événement.
Axe 2 Augmenter la part de produits durables et de qualité et des produits issus de l'agriculture biologique et / ou	<p>2 actions obligatoire à mettre en œuvre tous les ans à compter de la 2^{ème} année d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter entre 5 à 10 % au-delà des exigences contractuelles, la part de produits de qualités et durables, - Augmenter entre 5 à 10 % au- delà des exigences contractuelles, la part de produits issus de l'agriculture biologique <p><i>L'objectif que l'IRD souhaite atteindre avec le Titulaire d'ici la fin du marché en 2029 serait de proposer 75% de produits de qualité et durables, dont 50% de produits issus de l'agriculture biologique.</i></p>
Axe 3 Restreindre l'impact environnemental de la prestation	<p>Choisir 1 à 4 actions obligatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact carbone de la livraison des commandes en fournissant un bilan carbone - Abaisser les consommations énergétiques ; - Rationner la consommation d'eau en cuisine ou pour la vaisselle ;

	- optimiser les déplacements
--	------------------------------

Les actions par axe à réaliser sont coconstruites par les parties et inscrites dans le plan d'action.

Au cours de l'exécution du marché, le plan de progrès et/ou le plan d'actions peut être modifié d'un commun accord entre les parties

6.4 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Afin de faciliter la mise en œuvre du plan de progrès, l'IRD confiera le suivi de la bonne exécution de cette clause à une structure facilitatrice sur le volet social. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises, tout au long de l'opération, est mis en place après 6 mois de marché.

Sur le volet technique et organisationnel ainsi que sur le volet environnemental, l'IRD se chargera de suivre la bonne exécution de cette clause.

A l'issue de la période de 6 mois après la notification du marché, l'IRD invitera le Titulaire et la structure facilitatrice à une première réunion « de mise en œuvre du plan de progrès ».

Cette rencontre a pour but de se concerter et de convenir des objectifs à atteindre à l'issue de la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire et l'IRD (ainsi que la structure facilitatrice sur le volet social), établissent un plan d'actions dans lequel sont déterminés les objectifs partagés, et les actions et/ou les moyens que les parties, individuellement ou collectivement, s'engagent à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Ce plan d'actions précise également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation. Il est rédigé conjointement par les parties. Il est signé dès son établissement par les trois parties (IRD, titulaire, structure facilitatrice sur le volet social) et devient contractuel dès lors.

À chaque fin de période contractuelle, le titulaire, l'IRD et la structure facilitatrice font un point sur l'état d'avancement de cette démarche progrès. Les actions sont évaluées et possiblement révisées. La révision et le nouveau plan d'action fait l'objet d'un nouvel accord par la signature des trois parties.

Le non-respect de la signature de ce plan de progrès annuellement par l'entreprise est soumis à pénalité.

6.5 EXECUTION, SUIVI ET EVALUATION DU PLAN DE PROGRES

Il est procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Ainsi, à la demande de la structure facilitatrice ou de l'IRD, le titulaire doit fournir, dans le délai qui lui est imparti, tous renseignements utiles, propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En cas de difficultés rencontrées par le titulaire pour assurer son engagement, celui-ci doit en informer immédiatement l'IRD à leur survenance afin que puissent être étudiés les différents moyens pouvant être mis en œuvre pour atteindre les objectifs déterminés.

ARTICLE 7. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS

7.1 PREAMBULE

L'IRD se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités :

- En cas de retard non imputable à l'IRD, au regard des délais contractuels fixés dans le présent accord-cadre ou dans les bons de commande et au regard des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans son offre s'ils sont plus favorables à l'IRD,
- En cas de mauvaise qualité de service ou en cas de manquement aux obligations contractuelles

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable, sur simple constatation écrite par l'IRD par tout moyen.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont dues par le Titulaire dès le premier euro. Aussi, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

Les pénalités, si elles sont appliquées par l'IRD, seront **directement imputées** le cas échéant sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Les pénalités ne sont pas dues en cas de force majeure ou du fait de l'IRD.

7.2 PENALITES EN CAS DE RETARD

7.2.1. Préambule

L'IRD se réserve le droit d'appliquer des pénalités au Titulaire en cas de retard, non imputable à l'IRD, au regard des délais contractuels définis dans le CCTP et dans les bons de commandes.

En cas de retard par rapport aux délais fixés dans les documents contractuels et dans les bons de commandes, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

a) Les retards liés à l'exécution de la prestation

- Le titulaire subit sur ses créances une pénalité égale à **20% du montant de la commande en € HT pour chaque quart d'heure de retard** par rapport à l'heure où tout doit être installé et prêt (cette heure sera indiquée dans la demande initiale de devis).
- Si le retard du titulaire est **supérieur à une demi-heure par rapport à l'heure où tout doit être prêt** (cette heure sera indiquée dans la demande initiale de devis), l'IRD se laisse la possibilité de
 - Soit considérer la prestation comme non-réalisée et de la refuser (non-paiement de la facture)
 - Soit d'accepter la prestation quand même en appliquant une pénalité égale à 40 % du montant HT de ladite commande.
- Le Titulaire subit sur ses créances une pénalité égale à **50 € par manquement** en cas de défaut de débarrasage, enlèvement des équipements, remise en état des lieux dans le délai imparti (au plus tard le lendemain matin de l'évènement)

b) Les retards liés aux délais de transmission du devis

- Le titulaire subit sur ses créances **une pénalité forfaitaire de 20 € HT par jour ouvré de retard** en ce qui concerne le délai de transmission du devis à l'IRD (cf article 9.1 du CCTP)

c) Les retards liés à la remise d'un document ou autre livrable administratif

- Le titulaire subit sur ses créances une pénalité forfaitaire **de 30 € par jour ouvré de retard** en ce qui concerne le délai de transmission de livrables administratifs (régularisation d'une facture non conforme aux dispositions contractuelles, attestations de preuve de qualité et durabilité des produits prévues à l'article 4.4 du CCTP.)

7.3 PENALITES POUR MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non réalisation des prestations dans les conditions prévues dans le CCTP (mauvaise exécution ou d'exécution partielle), le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité allant jusqu'à **30 % maximum du montant du bon de commande en € HT (en fonction de la gravité et de la récurrence du manquement)**.

Il peut s'agir notamment des manquements suivants :

- Défaut de qualité et de la durabilité des produits
- Non-respect de la nature et/ou de la quantité des mets livrés par rapport au devis et bon de commande
- Défaut de présentation des mets (présentation sommaire, peu soignée et peu appétissante)
- Non-respect des règles en vigueur de sécurité et d'hygiène alimentaires et aux prescriptions en matière de nutrition
- Absence de personnel alors que le devis le prévoyait
- Nombre de personnel affecté à l'évènement qui ne correspond pas à ce qui était prévu dans le devis et bon de commande
- Comportement non professionnel du personnel
- Absence ou insuffisance de matériels et/ou vaisselles nécessaires à la bonne exécution des prestations
- Absence de conditionnement adapté et absence d'étiquetage des mets
- Manquement à l'obligation en matière de débarrassage, traitement des déchets et remise en état des lieux après exécution de la prestation.

7.4 EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DEFAILLANT

L'IRD peut faire procéder par un prestataire tiers, l'exécution de tout ou partie des prestations prévues dans l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire défaillant :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'IRD. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations d'un bon de commande s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai indiqué dans la décision d'exécution aux frais et risques. En cas de défaillance du Titulaire pour l'exécution des prestations de plusieurs bons de commande, le marché peut être résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Se reporter également aux articles 45.2 à 45.4 du CCAG-FCS.

7.5 PENALITES DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de la lutte du travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, **une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire jusqu'à régularisation de la situation.**

Le montant des pénalités n'est pas plafonné mais ne peut excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

7.6 RESILIATION POUR FAUTE

En cas de mauvaise exécution des prestations ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'IRD peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG.

Outre les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG, le présent accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire dans les cas suivants :

- En cas d'inobservation des clauses de confidentialité prévues dans le présent C.C.A.P,
- En cas de refus de produire les pièces exigées prévues au présent C.C.A.P,
- En cas de recours non déclaré à un sous-traitant.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Dans ces cas précités, le titulaire est averti par l'IRD par lettre recommandée avec accusé de réception de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de ladite mise en demeure, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'IRD.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

ARTICLE 8. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1 FORME DES PRIX

Le marché est conclu et exécuté en EUROS.

Les prix indiqués dans les deux Bordereaux de Prix du marché sont des prix forfaitaires (pour les formules) et des prix unitaires (pour les autres consommables).

Les prix du marché sont établis hors TVA. Ils sont majorés de la TVA au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

Les prix définis dans les bordereaux de prix unitaires sont établis sur la durée initiale du marché précisée dans le présent document. En cas de reconduction, ces prix sont maintenus sous réserve des dispositions sur la révision des prix.

Le montant total des prestations qui sera indiqué dans chaque bon de commande est calculé par application des prix unitaires précisés dans les bordereaux de prix joints à l'acte d'engagement.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet des bordereaux des prix unitaires, de la fourniture et réalisation de prestations imprévues pour demander une augmentation du prix.

8.2 PRIX APPLICABLES

Pour rappel, les deux bordereaux de prix (dans le fichier Excel) définissent les prix de l'accord-cadre : seuls les postes et les prix fixés dans ces deux documents sont applicables à l'accord-cadre et pourront être commandés par l'IRD.

Dans ces deux BPU, le prix de chaque formule est échelonné par palier quantitatif, selon le nombre de convives concernés par l'évènement.

Le palier de prix à prendre en compte pour chaque formule commandée pour un même évènement **est celui correspondant au nombre total de convives pour l'évènement concerné.**

Par exemple : *Pour un évènement de 25 personnes.*

17 personnes prennent la Formule P4 "Repas Froid - végétarien avec fromage » et 8 personnes prennent la formule P6 "Repas Froid- non végétarien avec fromage ".

Le prix applicable pour la formule P4 correspond au palier de prix 11 à 30 convives (quantité 17 pour la ligne de prix P4.2) et le prix applicable pour la formule P6 correspond également au palier de 11 à 30 convives (quantité 8 pour la ligne de prix P6.2), car la commande concerne 25 convives.

Cette règle s'applique à toutes les formules de restauration.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte certaines demandes spécifiques (allergie/intolérance) sans frais supplémentaire pour l'IRD.

8.3 CONTENU DES PRIX

Les prix indiqués dans les bordereaux de prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais éventuels de déplacement et d'hébergement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les livraisons, les déplacements et reprises des produits non conformes sont effectués par le titulaire en franco de port et d'emballage, aux frais de celui-ci.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.4 VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année.

La première révision des prix ne pourra donc pas intervenir avant le premier anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Les prix sont ensuite révisables **une fois par an, à chaque date anniversaire de notification** de l'accord-cadre, à la demande de l'IRD ou du titulaire à la condition que le marché soit reconduit.

Ainsi, la première révision des prix pourra avoir lieu à la date de notification du marché + un an (en 2026). Les révisions suivantes auront lieu en 2027 et en 2028 (sous réserve de reconduction du marché).

La révision de prix se fait **à la baisse comme à la hausse et selon l'application des formules définies ci-après.**

La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de la demande.

La prise en compte des variations des conditions économiques est effectuée de la façon suivante. Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant **au mois d'établissement de l'offre par le candidat** comme stipulé à l'article 8.4.3 « *Mois d'établissement des prix* » ci-dessous.

8.4.1. Process de demande de révision

Le titulaire adresse sa demande de révision à l'IRD, par mail ou par lettre recommandée, **au moins deux mois avant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre**. Celle-ci doit :

- Détailler son calcul, en indiquant le développement de la formule de révision, le mois et l'année de l'indice de référence ;
- Joindre les bordereaux de prix actualisés (avec les nouveaux prix après application de la formule)

En cas d'absence de demande de révision du titulaire dans le délai ci-dessus, les prix du marché en cours seront reconduits pour l'année suivante.

8.4.2. Modalités de calcul de la révision

Les prix de l'accord-cadre sont révisés en application de la formule suivante :

La révision des prix s'effectue **par application de la formule suivante** :

$$P = P_0 \times [0.20 + 0.80 \times (\text{Ind}/\text{Ind}_0)]$$

Dans laquelle :

P = le nouveau prix du marché après révision.

P₀ est le prix du mois « zéro » :

- **Pour la première révision des prix** : le mois « zéro » correspond au mois et année de remise des offres de l'accord-cadre (**mars 2025**). Il s'agit donc du prix initial établi aux conditions économiques du mois de remise des offres.
- **Pour les révisions suivantes** : le prix du mois zéro est le dernier prix révisé de la période en cours avant la nouvelle révision (autrement dit, il s'agit du prix est l'année directement consécutive à l'année du mois « zéro » utilisée lors de la précédente révision).

Indice publié par l'INSEE :

CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration

Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766370

Ind = dernier indice connu à la date de la proposition de révision.

Ind₀ = valeur de l'indice à la date du mois zéro.

8.4.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois d'établissement de l'offre par le candidat ; ce mois est appelé « mois zéro » (mars 2025 pour la première révision de prix).

8.4.4. Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

8.4.5. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE (ou le référent concerné) afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre les deux Parties.

8.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas d'augmentation des prix supérieure à 10 %, l'IRD se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix (calculés en application de la formule de révision indiquée ci-dessus) et de résilier l'accord-cadre sans indemnités.

8.6 AVANCES

Sans objet au regard des conditions fixées à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

8.7 ACOMPTE

Le marché ne comporte pas d'acompte.

ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT

9.1 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les paiements sont calculés en appliquant les prix indiqués sur les Bordereaux de Prix.

Ils s'effectueront par règlement définitif suivant les règles de la comptabilité publique, sur présentation par le titulaire de facture(s) relative(s) aux prestations acceptées par l'IRD.

Les factures sont établies mensuellement. Une facture doit correspondre à un bon de commande et doit reprendre le descriptif de la prestation commandée.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- Le n° du présent marché : 2025001CLOA10
- Le n° d'engagement juridique (ou n° du bon de commande SIFAC)
- Le numéro et la date de la facture
- L'objet de la prestation
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation
- Le montant HT

- Le taux et le montant de la TVA (taux en vigueur à la date de facturation)
- Le montant TTC
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à celles indiqués dans l'acte d'engagement.

Les factures doivent obligatoirement être déposées de façon dématérialisée via le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, en saisissant les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180 006 025 00159
- Le code service exécutant : PACA_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique (ou numéro du bon de commande SIFAC) qui sera transmis par le service Financier au titulaire.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

9.2 DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

9.3 INTERET MORATOIRE

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN

Après sa notification, le marché peut éventuellement être modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à R.2194-8 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG fourniture et services et conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'IRD peut accepter de réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de mesures prises par les autorités publiques inhérentes à une crise (sanitaire, conflit géopolitique, autre crise) impliquant des difficultés d'exécution des prestations (techniques et financières) par le titulaire
- Une modification de la législation et/ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché, notamment sur les prescriptions techniques et les prix des BPU (à l'exclusion des normes de sécurité qui sont réputées comprises dans les prix.
- La disparition d'un indice utilisé dans la formule de révision de prix du présent marché.

- L'ajout d'un site
- L'augmentation du nombre de menus proposés par formule
- Précision du processus de commande
- Rachat ou cession d'activité
- Mise à jour en cas de disparition de produits

La sollicitation de l'une ou de l'autre partie en vue de l'application de cette clause de réexamen doit intervenir au plus tard dans le mois à compter de la survenance de l'événement par mail motivé accompagné des justificatifs adéquats.

Les Parties se concertent pour procéder au réexamen et, le cas échéant, trouver un accord, sur les éventuelles modifications à apporter au marché. La modification du marché donne alors lieu à un accord de volonté matérialisé par un avenant.

Dans le cas où aucun accord ne saurait être trouvé entre les parties, le marché pourra être résilié pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 11. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

11.1 ATTESTATION D'ASSURANCE

Le Titulaire reste entièrement responsable de son personnel quel qu'il soit, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies, la responsabilité qu'il peut encourir :

- de son fait,
- du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion de l'occupation des locaux ou de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés,
- des dégâts et dommages matériels et corporels survenus à l'occasion de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit transmettre à l'IRD, avant la notification du marché, les documents garantissant la couverture de sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés à autrui par ou à l'occasion de l'exécution des prestations. La garantie doit être suffisante et être illimitée pour les dommages corporels, avec une clause de responsabilité civile comprenant le risque d'intoxication alimentaire sans plafond.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'IRD par la présentation des polices et quittances correspondantes.

Toutes modifications du contenu des garanties souscrites telles qu'elles ont été justifiées à l'appui de l'offre du titulaire, pendant la durée du marché, doit être notifiée sans délai à l'IRD.

11.2 ATTESTATIONS SOCIALES ET FISCALE ET D'ASSURANCE

À compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le Titulaire, ainsi que son sous-traitant, le cas échéant, s'engagent à fournir :

Périodicité	Document
Tous les 6 mois	- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D.8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale /attestation de vigilance).
	- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D.8254-2 du code du travail). Cette liste doit préciser pour chaque salarié : la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) - ou, à défaut, l'attestation sur l'honneur de non emploi de salariés étrangers soumis à autorisation de travail.
	- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites.
À la date d'expiration	- La nouvelle attestation d'assurance renouvelant la période de validité.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRD à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité. Le cas échéant, L'IRD se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

11.3 CHANGEMENT DANS L'ENTREPRISE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier à l'IRD les modifications survenues en cours d'exécution qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires.

et, généralement, toutes modifications importantes impactant le fonctionnement de l'entreprise.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'IRD, en recommandé avec accusé de réception ou par mail confirmé, les documents justifiant les modifications concernées, tels que :

- copie de la publicité parue au journal des annonces légales,
- copie du Procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
- Extrait K-Bis.

L'information doit être faite à l'IRD, par le Titulaire dès qu'il en a connaissance, et, le cas échéant, les

documents transmis dès leur établissement. L'inobservation de cette règle d'information par le Titulaire délie l'IRD du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

11.4 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'IRD par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'IRD adresse à l'administrateur, ou au liquidateur, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 et L.641-10 du Code de commerce.

Si cette mise en demeure reste plus d'un (1) mois sans réponse, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 12. SOUS-TRAITANCE

12.1 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement relève du pouvoir d'appréciation de l'IRD.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées, les conditions de paiement. Cette déclaration doit être accompagnée des documents qui attestent des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Dans cette hypothèse, le titulaire reste seul tenu envers l'IRD de l'exécution par le sous-traitant de la totalité des obligations et engagements tels que décrits par l'accord-cadre.

Le refus d'un sous-traitant est motivé et signifié au titulaire dans un délai maximum de 21 jours après réception d'un dossier complet.

Le silence de l'IRD passé ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

L'envoi d'un dossier incomplet ne saurait déclencher le délai de 21 jours.

12.2 PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement.

Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout

moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à l'IRD d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à l'IRD une demande de paiement direct libellé au nom de l'IRD en y annexant la copie des factures acceptées par le titulaire conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique.

12.3 CONSEQUENCES DE LA SOUS-TRAITANCE IRRÉGULIÈRE

Le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par l'IRD ne peut prétendre au paiement direct.

Dans le cas où l'IRD constaterait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet des obligations de déclaration préalable, le titulaire est mis en demeure par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception, de s'acquitter de ces obligations dans un délai imparti.

A défaut, l'IRD peut prononcer la résiliation de plein droit du présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

ARTICLE 13. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa prestation. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'IRD dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Le titulaire donne instruction à ses personnels de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations qu'il considère comme confidentielles.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin, telles que :

- Apposition d'une mention de confidentialité sur tous les documents confidentiels qui ne porteraient pas déjà une telle mention
- Classement des documents confidentiels dans des meubles fermant à clé
- Archivage dans les mêmes conditions et destruction systématique des exemplaires n'ayant plus d'utilité
- Signature par l'ensemble des membres du personnel du titulaire amenés à connaître des informations confidentielles d'un engagement personnel et spécifique de confidentialité

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration ou de sa résiliation. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'IRD et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'IRD.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation sur laquelle a été apposée une mention de confidentialité remise par l'IRD et des copies qui auraient pu en être faites.

L'IRD s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour

la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

L'IRD accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées à ce titre se limitent à la raison sociale de l'IRD et à l'objet du marché.

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROIT A L'IMAGE

Il est précisé au titulaire que ce dernier ne pourra procéder à aucune opération de communication (en ce inclus support écrit, papier, communication électronique, vidéo, radiophonique ...), publicité, sur la base d'une prestation qui se serait déroulée pour l'IRD, et ce, sans ledit accord de l'IRD. Ainsi aucune utilisation du logo en couleur ou en noir et blanc ne pourra être effectuée. La présente obligation s'appliquera pour toute la durée du marché et sur l'ensemble du territoire national et international.

A toutes fins utiles, il est précisé que les manifestations pour lesquelles il est fait appel au titulaire sont susceptibles d'être filmées, essentiellement les cocktails et événements officiels. Le personnel du titulaire pourra être susceptible d'apparaître sur les images diffusées sur les supports de communication de l'IRD. L'IRD préviendra le titulaire concerné si la manifestation fait l'objet de prise de vue ou non. Le titulaire s'engage à avertir son personnel qui devra donner son accord en amont. Le cas échéant, une signature d'autorisation de droits à l'image pourra leur être demandée le jour de l'évènement.

ARTICLE 15. DETERIORATION DE BIENS, D'OBJETS ET MATERIELS

Le Titulaire sera responsable de tout dommage causé lors de la réalisation des prestations. Toutes les précautions doivent être prises par le titulaire éviter toute dégradation des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc. La remise en état et/ou le remplacement des biens, objets et matériels appartenant à l'IRD ou au propriétaire des lieux seront à la charge du Titulaire (par exemple : murs abimés dans le cadre de la réalisation des prestations, moquettes abimées, détérioration du mobilier, du matériel informatique, ...).

Les meubles ne doivent être utilisés en aucun cas comme moyen de surélévation et d'appui. Tout dommage causé aux installations et équipements de l'IRD et du propriétaire des lieux est à la charge du titulaire.

Les réparations des dommages ou avaries qui viendraient à se produire du fait du Titulaire et de son personnel seront exécutées d'office à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse après un délai de 15 jours.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations couvertes par le marché et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

ARTICLE 16. RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels au Titulaire. Ils ne pourront être transférés à des tiers qu'avec l'accord de l'IRD.

En cas d'opérations de restructuration telles que le rachat, les projets de fusion-acquisition, de fusion-absorption ou en cas de cessation d'activité, le Titulaire a l'obligation d'en informer l'IRD, dans les plus brefs délais, avant mise en œuvre formelle du projet.

Lorsque les opérations de restructuration dont fait l'objet le Titulaire ont pour effet de céder le marché à un tiers, elles donnent lieu à la conclusion d'un avenant de transfert.

La cession du marché s'entend comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue le nouveau Titulaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent marché étant entendu que le cessionnaire est une personne morale distincte du Titulaire initial du marché (le cédant).

La cession du marché ne peut s'opérer qu'avec l'accord préalable de l'IRD.

A ce titre, le Titulaire cédant doit adresser à l'IRD par mail et par lettre recommandée avec accusé de réception une demande de cession du marché comportant :

- Le nom du cessionnaire,
- Les éléments permettant à l'IRD de vérifier que le nouveau Titulaire dispose des capacités professionnelle, technique et financière pour poursuivre l'exécution du marché,
- Les éléments permettant à l'IRD de vérifier que le nouveau Titulaire est en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionnaire.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation du marché initial (article R2194-6 du CCP).

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations. A défaut, toute cession ou transfert du marché sera considéré comme nul et non opposable à l'IRD et le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 17. RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément des hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS (à l'article 41 du CCAG-FCS notamment), l'IRD pourra mettre fin au marché en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations de façon répétée de la part du titulaire. C'est notamment le cas lorsque, après trois mises en demeure écrites, alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, l'IRD considère que la confiance contractuelle est rompue.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, l'IRD fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception. L'IRD devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

L'IRD se réserve le droit de résilier le marché sans *indemnité* en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ou omission délibérée de la part du contractant de ce marché et en cas de dépassement du pourcentage d'augmentation du prix autorisé.

ARTICLE 18. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le **Tribunal Administratif de Marseille**.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension

momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent document qui dérogent au CCAG FCS	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
2	4.1
4.6	28.1
7.1+7.3	14+14.1.3
10	25
11.1	9.2

- FIN DU DOCUMENT -